



FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Brazzaville: ambiance de Noël



Des vendeurs et acheteurs dans un marché de la capitale

Dans les marchés domaniaux et forains, dans les débits de boissons, autour des banques, dans les transports en commun, Brazzaville vit au rythme de la fête de Noël

avant la nouvelle année 2024.

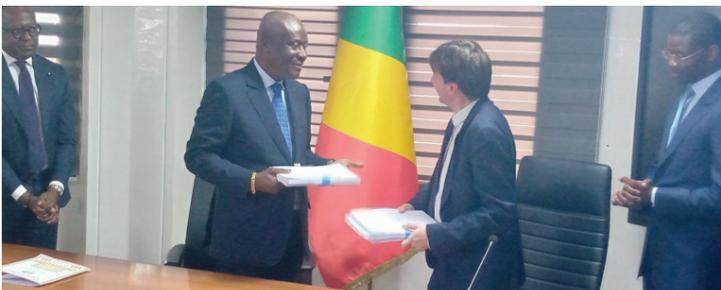
« Il y a beaucoup de monde autour des marchés et boutiques, si je fais de longs trajets, je vais perdre en

temps et en carburant. Je préfère de petits trajets pour maximiser ma recette », explique un taximan content des va-et-vient des foules.

Page 9

BANQUES

BGFIBank Congo reprend les actifs de la Société générale



Échange de parapheurs entre les deux parties Adiac

Bien que l'acte de cession des activités n'étant pas encore officiellement signé, le ministre de l'Economie et des Finances, Jean Baptiste Ondaye, a donné l'information de la

reprise des actifs de la Société générale par BGFIBank Congo, le 23 décembre, lors de la signature de l'accord de cession des actifs entre le gouvernement congolais et cette

filiale française. « Le choix d'un partenaire de référence devant reprendre les activités de la Société générale Congo a été fait dans le respect de la réglementation communautaire. Cette exigence a conduit au choix de BGFIBank Congo, matérialisé par l'accord signé le 19 octobre 2023, et qui, conformément aux dispositions réglementaires, est soumis à l'autorisation préalable de la Commission bancaire d'Afrique centrale », a-t-il indiqué.

Page 4

POSTES

La Sopéco sollicite un appui financier de l'Etat



Les membres du comité de direction à l'ouverture de la session Adiac

A l'issue de la réunion du comité de direction de la Société de postes et de l'épargne du Congo (Sopéco) tenue le 22 décembre, à Brazzaville, les administrateurs ont sollicité une subvention de l'Etat estimée à plus de 14 milliards FCFA pour permettre à cette entreprise publique d'apurer ses dettes salariales et sociales.

La Sopéco, ont-ils constaté, est en situation de quasi-faillite en dépit de nombreux efforts entrepris par les dirigeants sociaux pour essayer de la redresser.

Page 4

RÉFORMES MACROÉCONOMIQUES

Le FMI accorde au Congo un crédit de plus de 25 milliards FCFA

L'accord financier de 43 millions de dollars, soit 25,5 milliards FCFA, a été approuvé à l'issue de la quatrième revue du programme entre le Congo et le Fonds monétaire international (FMI) qui s'est achevée le 21 décembre, au titre de la facilité élargie de crédit. Cette nouvelle facilité de crédit qui porte sur le total des décaissements vise, d'après le FMI, à aider le gouvernement congolais à mettre en œuvre les politiques de développement en préservant la stabilité macroéconomique et en renforçant la reprise économique dans un contexte de forte inflation.

Page 4

Éditorial

Félicitations

Page 2

ÉDITORIAL

Félicitations

Une fois n'est pas coutume, dit-on. Et c'est le cas de le dire à l'appui d'une lettre qu'une mission diplomatique basée à Brazzaville a envoyée à notre rédaction. Signée par l'ambassadeur lui-même, le 18 décembre, cette correspondance était inspirée par les inattentions de certains de nos rédacteurs quand ils reprennent mal les initiales, les noms et prénoms de personnalités publiques, ou de citoyens du monde dans nos publications. En l'espèce, cela va sans dire, les diplomates sont exigeants.

Le courrier dont nous faisons allusion nous reprochait cette « tare » des noms d'autrui et parfois de leurs fonctions inexactement repris : « Je souhaite attirer votre attention sur une question d'importance relative à l'orthographe de mon nom qui a été plusieurs fois incorrectement rapportée dans vos publications récentes. Mon nom exact est », nous gardons la suite pour la chute mais instruisons nos reporters et réviseurs à faire que de tels manquements préjudiciables à la qualité de nos informations ne se reproduisent plus.

Est-ce pour s'excuser de nous avoir en quelque sorte tancés que l'ambassadeur nous encourage à poursuivre notre travail qu'il juge en revanche brillant ? « Par ailleurs, je tiens à exprimer mes sincères félicitations pour l'excellent travail que vous réalisez. Votre journal se distingue tant par la qualité de sa présentation que par la pertinence de ses contenus, offrant au public une source d'information précieuse sur l'actualité ». Non, ce constat est celui d'un lecteur décomplexé.

A travers nos deux quotidiens, *Les Dépêches de Brazzaville* et *Le Courrier de Kinshasa*, notre hebdomadaire *Les Dépêches du Bassin du Congo*, le tout porté par notre site internet www.adiac-congo.com, sans prétention aucune, nous essayons de rendre compte de ce que nous touchons du doigt, dans les domaines aussi variés que transversaux de la société, de l'économie, de la culture, de la diplomatie et des relations internationales, de la politique, des loisirs et du divertissement.

Nous ne sommes pas exempts de faiblesses, la preuve, entre autres, le courrier dont nous parlons. Enfin, quel est ce corps de métier qui ne souffrirait pas du regard critique même de ses admirateurs ? On n'en trouvera pas, mais continuer à travailler c'est continuer à s'améliorer. Monsieur l'ambassadeur, nous veillerons à écrire Louis-Marie Magloire Nkoum Me-Ntseny.

Les Dépêches de Brazzaville

GESTION BUDGÉTAIRE

Un nouveau dispositif pour l'information financière

L'Ordre national des experts comptables du Congo (Onec-c) a organisé, le 20 décembre à Brazzaville, une formation dédiée aux professionnels de la comptabilité sur les normes du nouveau système comptable des associations et organisations à but non lucratif.

L'organisation de l'atelier est la résultante de l'engagement pris par les Etats, lors de la 53^e session ordinaire du Conseil des ministres à Niamey, au Niger. A cette occasion, les Etats avaient adopté le nouveau référentiel comptable pour les associations à but non lucratif qui prendra effet dès le 1er janvier 2024. « Ce dispositif comptable va permettre d'améliorer la qualité des informations financières. Il s'agit de prévenir les conflits, les fraudes et de permettre au ministère de la Décentralisation d'avoir une idée réelle du patrimoine de toutes les associations y compris les partis politiques », a signifié Patrick

Ngamassa, président de l'Onec-c. Il a rappelé qu'il s'agit d'un traité international, indiquant que l'Onec-c va s'employer auprès du ministère de la Décentralisation pour la prise d'un arrêté ou d'un décret rendant obligatoire l'application de cette comptabilité par les associations. Le nouveau système comptable va être mis en place sous l'autorité de ce ministère parce que les collectivités locales et les associations y obtiennent leur immatriculation. Le référent de cette session de formation, l'expert-comptable, Joël Mabudu, a mis en évidence les contenus y relatifs. « Nous allons passer en revue ce nouveau

dispositif dans son ensemble en mettant l'accent sur les règles comptables des associations. Il sera fait, également, un point particulier sur les organisations religieuses, les clubs sportifs et sur les projets de développement qui, à partir de janvier 2024, auront un plan comptable spécifique à leur réalité économique », a-t-il expliqué.

Notons que la gestion de l'information financière est orientée vers la satisfaction des besoins des marchés financiers et doit fournir une image plutôt économique de la situation de la société ainsi que des organisations.

Fortuné Ibara

MINISTÈRE DU BUDGET

Quatorze directeurs centraux prennent leur service

Nommés par décret du Premier ministre du 27 novembre dernier, les quatorze premiers directeurs centraux du ministère du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public ont été installés dans leurs fonctions, le 21 décembre à Brazzaville, par le directeur des Ressources humaines, Jean-Fulbert Ngatsé, représentant le ministre de tutelle, Ludovic Ngatsé.

Devenu département ministériel à part entière depuis 2021, le ministère du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public n'avait pas encore un organigramme administratif au grand complet. Pour combler le vide juridique, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a publié, il y a quelques semaines, un décret nommant quatorze directeurs centraux.

Les cadres promus ont été installés dans leurs fonctions par le directeur des Ressources humaines et de la Formation, Jean Fulbert

Ngatsé. Leur prise de fonction permettra à ce département ministériel stratégique de bien fonctionner, mais aussi et surtout de jouer pleinement son rôle.

Parmi ces directeurs centraux, sept relèvent de la direction générale du budget ; quatre de la direction générale du contrôle budgétaire et trois de la direction générale du contrôle des marchés publics.

Lors de leur intronisation, le représentant du ministre du Budget a rappelé à chacun d'eux sa responsabilité ainsi que le rôle

qu'il doit jouer pour contribuer à l'avancement de l'administration publique, conformément aux ambitions du gouvernement.

« Le rôle que vous êtes appelés à jouer dans le fonctionnement administratif du ministère du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public, est essentiel et capital. Je vous exhorte donc à accomplir loyalement les missions pour lesquelles vous avez été nommés afin de contribuer à l'avancement du pays », a indiqué Jean Fulbert Ngatsé.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngonon

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

POLLUTION MARINE

Arlette Soudan-Nonault met en garde les sociétés pétrolières

Au terme d'une mission de constatation des déchets polluant la mer, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a affirmé, le 21 décembre à Pointe-Noire, avoir mis en place une équipe de travail en collaboration avec les agents de la Congolaise de raffinage (Coraf).

De nombreux polluants océaniques, entre autres, les résidus du pétrole, les produits chimiques industriels et les eaux usées sont rejetés dans l'environnement, loin en amont des côtes et parfois dans les eaux marines. Ainsi donc, dans la ville océane, la ministre a rappelé à l'ordre les sociétés pétrolières. « Nous sommes venus toucher du doigt la réalité. Après des échanges avec la Coraf, il nous a fallu rappeler les mesures de protection en amont, les comités de veille et puis, il faut éviter surtout ces pollutions avérées ou pas. Et, nous avons mis en place un programme de travail avec les équipes de la Coraf », a réagi le ministre Arlette Soudan-Nonault.

La nouvelle loi sur la gestion durable de l'environnement prévoit des mécanismes plus sévères. La ministre s'attèle à consolider différents documents et informations par rapport à ce qui lui a été remonté afin de tirer des conclusions à Brazzaville. A Pointe-Noire, Arlette Soudan-Nonault a échan-



La ministre et les agents de la Coraf sur les côtes de l'océan Atlantique, à Pointe-Noire/Adiac

gé aussi avec le staff de la société pétrolière Perenco. « Après concertation, j'ai été surprise du niveau de travail de la gestion de l'environne-

ment, dans le cadre de l'extraction des énergies fossiles réalisée par la société Perenco. J'ai été saisie et interpellée par les équipes du minis-

tère ainsi que par les citoyens du niveau de pollution qui serait avéré sur différentes côtes, non loin des exploitations de la société Perenco. Là

« J'ai été saisie et interpellée par les équipes du ministère ainsi que par les citoyens du niveau de pollution qui serait avéré sur différentes côtes, non loin des exploitations de la société Perenco. »

où le bât blesse est qu'il y a également d'autres structures d'exploitation pétrolière qui sont visées. Dans le cadre de la gestion déconcentrée, il est mieux de pouvoir s'approprier des textes pour une meilleure applicabilité », a-t-elle expliqué.

La descente de la ministre au large de Pointe-Noire à cause de la pollution des eaux de la mer fait suite à la circulation des images filmées qui, d'ailleurs, ont fait le tour de la toile, interpellant le gouvernement. Auparavant, le ministre des Hydrocarbures avait effectué le déplacement de Pointe-Noire et interministériel avait été organisé par le Premier ministre.

Arlette Soudan-Nonault a insisté sur l'éthique, la déontologie, le sens de responsabilité sociétale des entreprises et la consolidation des plans de gestion environnementale et sociale, réitérant que la notion de développement durable encourage l'exploitation tout en préservant pour les générations futures.

Fortuné Ibara

LE FAIT DU JOUR

Afrique 2024

Il faut se rendre à l'évidence. Au même titre que l'année en cours dont nous vivons les derniers instants, celle qui pointe à l'horizon apportera son lot de défis que l'Afrique devra à nouveau relever pour affirmer sa position sur l'échiquier international. Parmi ceux-ci figurent en bonne place ses relations avec les autres parties du monde, plus précisément avec les puissances dominantes.

Ces dernières années elles ont multiplié des initiatives en direction du continent exprimant leur volonté d'établir avec les États des partenariats orientés sur le développement de plusieurs secteurs : commerce, agriculture, environnement, numérique, communication, énergie, santé, éducation, renforcement des institutions

démocratiques, développement local et bien d'autres.

Dans tous ces domaines, comme dans d'autres non mentionnés ci-dessus, l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique, la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, la Turquie, le Japon, les pays du golfe ont chacun une expertise qu'il entend mettre à contribution pour gagner la confiance des gouvernements et les sociétés civiles du continent. Dans le même temps, cette « ruée » vers l'Afrique exacerbe les tensions entre concurrents.

Telle puissance a signé avec tel pays africain pour contrer l'influence d'une rivale, le tout accompagné d'un narratif qui laisse perplexe certains observateurs de la scène continentale. La crainte dans cette course d'influence

ininterrompue est qu'au lieu de contribuer au développement de nos États, ces partenaires se préoccupent plutôt d'étouffer dans l'œuf les initiatives concluantes de leurs rivaux.

Très souvent ces démarches se caractérisent par toutes sortes de pressions exercées sur les responsables d'institutions publiques et privées, quand ce ne sont des menaces ouvertes de couper des aides. Oui, 2024 est là, la roue de l'histoire ne s'arrêtera pas de tourner mais l'Afrique a tout à gagner en œuvrant à la consolidation de son indépendance et en agissant comme un bloc capable de défendre ses intérêts devant des partenaires extérieurs dont elle connaît de longue date les modes de fonctionnement.

Gankama N'Siah

RACHAT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Les actifs cédés officiellement à l'État congolais

L'accord de clôture de la cession de la filiale congolaise de la banque Société générale a été signé, le 23 décembre, à Brazzaville, entre le ministre de l'Économie et des Finances, Jean Baptiste Ondaye, et les représentants du géant français de la finance.

La signature de l'accord de clôture de la cession de la Société générale Congo marque le dénouement heureux d'une procédure faite de rebondissements, s'est félicité le ministre de l'Économie. Après cette phase de signature et le rachat des 93,47% des parts du groupe Société générale, l'État congolais est désormais l'unique propriétaire de la filiale Société générale Congo.

Cette position a permis au gouvernement de choisir BGFIBank Congo en tant que futur repreneur de la filiale congolaise de Société générale. « C'est dans ce cadre qu'un soin particulier a été mis dans le choix d'un partenaire de référence devant reprendre les activités de la Société générale Congo, dans le respect de la réglementation communautaire. Cette exigence a conduit au choix de BGFIBank Congo, matérialisé par l'accord signé le 19 octobre 2023, et qui, conformément aux dispositions réglementaires, est sou-



Échange de parapheurs entre les deux parties/Adiac

mis à l'autorisation préalable de la Commission bancaire d'Afrique centrale », a indiqué Jean Baptiste Ondaye.

Les négociations en vue de la

reprise des actifs de la Société générale Congo pourraient être bouclées dès le début de l'année 2024. Il faut souligner que cette transition est actuellement gé-

rée par deux comités de gestion composés des représentants de la Société générale, de l'État et de BGFIBank (filiale du groupe BGFIBank), qui est le

conseil de l'État congolais.

Pour la petite histoire, c'est en juin dernier que le Groupe Société générale avait décidé de vendre certaines de ses filiales en Afrique parmi lesquelles Société générale Congo, dont l'État détenait 6,5% des parts. Après des semaines de discussions, le Congo a pu faire valoir son droit de préemption, conformément aux dispositions de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires.

Finalement, le 31 juillet dernier, l'État congolais et le groupe Société générale ont signé un accord en vue de l'acquisition de l'intégralité des actions détenues par ce dernier dans sa filiale congolaise. « Ce n'est pas un échec de la Société générale, mais plutôt une décision stratégique prise par le groupe », a estimé Ismaël Libizangomo, le directeur général de BGFIBank Congo. Près de deux mois après, le 2 octobre, l'opération a été autorisée par la Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Fiacre Kombo

POSTE

La Sopéco sollicite une subvention de 14,6 milliards FCFA de l'Etat

L'appui financier de l'Etat propriétaire permettra à la Société des postes et de l'épargne du Congo (Sopéco) d'apurer ses dettes salariales et sociales ainsi que les anciennes dettes. La subvention de 14,6 milliards FCFA devrait surtout aider l'entreprise publique en difficulté de relancer ses activités.



Les membres du comité de direction à l'ouverture de la session/Adiac

Le comité de direction de la Sopéco s'est réuni, le 22 décembre, à Brazzaville, pour traiter de la situation de l'entreprise moins d'une semaine après l'interpellation du gouvernement sur le sujet au Parlement. La Sopéco est en situation de quasi-faillite malgré les nombreux efforts entrepris par les dirigeants sociaux pour essayer de la redresser, a reconnu le ministre de tutelle.

Outre le paiement d'urgence de la subvention de 14,6 milliards FCFA, les dirigeants de la Sopéco réclament les frais de correspondances au titre de l'année 2023. Le gouvernement congolais est également appelé à

financer les honoraires du cabinet d'expert engagé pour les études des travaux de mise en conformité juridique et patrimoine, ainsi que d'un second cabinet spécialisé chargé d'accompagner la Sopéco dans le processus de cession d'une partie de ses actifs à la Banque postale du Congo.

L'entreprise publique a encore du potentiel pour se relancer, a assuré le président du comité de direction, Jean Joseph Paka. La Sopéco vient de lancer sur le marché trois nouveaux produits digitaux (Digital Nova, Poste voyage et E-commerce) censés lui permettre de booster ses

activités et d'améliorer ses chiffres d'affaires.

« Les projets évoqués peuvent nous faire garder un brin d'espoir. Cet optimisme est légitime autant par la qualité des projets examinés par les administrateurs, que le potentiel de développement unanimement reconnu à la poste, au regard de l'étendue de son réseau et de son patrimoine », a déclaré Jean Joseph Paka, avant de rendre hommage aux 222 salariés de la Sopéco qui accumulent à ce jour plus de trente-cinq mois de salaires impayés.

F.K.

RÉFORMES MACROÉCONOMIQUES

Le FMI accorde un crédit de 43 millions de dollars au Congo

L'accord financier de 43 millions de dollars (25,5 milliards FCFA) a été approuvé à l'issue de la quatrième revue du programme entre le Congo et le Fonds monétaire international (FMI) qui s'est achevée le 21 décembre, au titre de la facilité élargie de crédit.

La nouvelle facilité de crédit qui a porté sur le total des décaissements à 259,2 millions de dollars (environ 154,2 milliards FCFA) vise, d'après le conseil d'administration du FMI, à aider le gouvernement congolais à mettre en oeuvre les politiques de développement. Il s'agit de préserver la stabilité macroéconomique et de renforcer la reprise économique dans un contexte de forte inflation. La quatrième revue a noté des avancées dans le suivi du programme triennal, en dépit des retards observés dans la mise en oeuvre des réformes structurelles visant à accroître la transparence, à augmenter les recettes fiscales et à améliorer la gestion des investissements publics. « Les autorités ont pris des mesures correctives vigoureuses pour remédier au non-respect des critères de réalisation liés à la situation budgétaire et à la gestion du service de la dette, pour lesquels des dérogations ont été accordées », précise l'institution de Bretton Woods.

Le conseil d'administration du FMI a, pour cela, exhorté les autorités à poursuivre l'assainissement des finances publiques, tout en augmentant les dépenses sociales et de développement. Comme mesures clés à poursuivre, le FMI a insisté sur la rationalisation des subventions aux carburants, accompagnée d'un renforcement de l'aide sociale destinée aux personnes vulnérables, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration du recouvrement des arriérés d'impôts.

Enfin, la quatrième revue du programme revient sur la nécessité de diversifier l'économie congolaise à travers l'investissement privé, grâce à l'approfondissement des réformes structurelles et de la gouvernance. Elle implique l'amélioration de la transparence des finances publiques ainsi que du secteur pétrolier et le renforcement de la capacité opérationnelle de l'architecture de lutte contre la corruption, y compris l'amélioration du cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

F.K.

FORUM AFRICAIN SUR LES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES

Cinquante jeunes Congolais reçoivent des certificats de fin de formation

Le premier forum africain sur les compétences numériques a pris fin le 20 décembre au grand hôtel de Kintélé, dans le département du Pool, sur une note de satisfaction. A cet effet, cinquante jeunes ayant participé à la formation « Amazone web services » ont reçu des attestations.

Trois mois durant, des jeunes étudiants amoureux du numérique ont suivi une formation approfondie dans le domaine de l'intelligence artificielle. Ils ont ainsi acquis de nouvelles aptitudes professionnelles qui vont désormais faire d'eux des cadres et techniciens fûtés dans le domaine du numérique. Ils ont, à cet effet, suggéré qu'un suivi permanent leur soit assuré afin qu'ils maintiennent la flamme.

Ces étudiants ont, par ailleurs, souhaité que le Centre africain de recherche en intelligence artificielle (Caria) soit transformé en université afin de former les jeunes congolais sur place dans le domaine du numérique.

Remettant les certificats de fin de formation à ces jeunes, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, a salué la tenue de cette formation qui, selon lui, va de pair avec la vision du gouvernement de faire du



Léon Juste Ibombo et un échantillon de jeunes formés posant ensemble

numérique un vivier de l'économie nationale, tel que prévu dans le Plan national de développement 2022-2026. Précisons que le premier forum africain sur les compé-

tences numériques s'est tenu sur le thème « Construire un vivier de talents numériques pour l'Afrique ». Il visait à promouvoir la culture du numérique sur le continent et

de former les jeunes sur l'intelligence artificielle. A l'issue de la formation, le Caria a conclu des accords de partenariat avec d'autres sociétés africaines. Le deu-

xième forum africain sur les compétences numériques est prévu pour l'année prochaine, dans un pays qui reste à déterminer.

Firmin Oyé

DIASPORA

Les envois de fonds des migrants vers leurs pays d'origine continuent de croître

Les conclusions du rapport de la Banque mondiale sur les migrations et le développement, publiées le 19 décembre dernier, indiquent que les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont augmenté d'environ 3,8 % en 2023. Pour l'Afrique, la tendance devrait encore s'accélérer en 2024.

D'après le rapport de Dilip Ratha, économiste en chef de la Banque mondiale et auteur principal dudit document, il s'agit de 669 milliards de dollars, somme colossale, en progression de 3,8 % par rapport à l'année dernière, envoyés par les immigrants vers les pays à revenu faible et intermédiaire en 2023.

La Banque mondiale explique cette progression par « les marchés du travail résilients des économies avancées et des pays du Conseil de coopération du golfe (CCG) ».

Les flux d'envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne devraient avoir augmenté d'environ 1,9 % en 2023 pour atteindre 54 milliards de dollars, grâce à une forte croissance des envois de fonds au Mozambique (48,5 %), au Rwanda (16,8 %) et en Éthiopie (16 %). Les transferts vers le Nigeria, qui représentent 38 % des flux d'envois de fonds vers la région, ont augmenté d'environ 2 %, tandis que deux autres bénéficiaires importants, le Ghana et le Kenya, ont affi-



ché des gains estimés à 5,6 % et 3,8 %, respectivement. En Afrique de l'Ouest, le premier pays bénéficiaire de ces flux est le Sénégal avec près de

3 milliards de dollars, soit 9,4 % du Produit intérieur brut (PIB) du pays. La Côte d'Ivoire a reçu 446 millions de dollars, le Mali 1,1 milliard (5,4 % du PIB) et

le Burkina Faso, 579 millions. En Afrique centrale, exception faite de la République démocratique du Congo qui a bénéficié de transferts pour un montant de 1,3 milliard de dollars en 2023, les flux sont bien plus modestes : 375 millions de dollars vers le Cameroun, 18 millions à destination du Gabon et seulement 3 millions pour le Congo. Les flux de transferts de fonds vers les pays en développement ont dépassé la somme des investissements directs étrangers et de l'aide publique au développement ces dernières années. Par exemple, en 2023, les envois de fonds des travailleurs migrants devraient surpasser d'environ 250 milliards de dollars le montant des investissements directs étrangers réalisés dans leurs pays d'origine. Alors que l'écart continue de se creuser, Dilip Ratha émet l'avis que « les transferts de fonds doivent servir de levier à la mobilisation de capitaux privés pour soutenir le financement du développe-

ment, notamment par le biais d'émissions obligataires à destination de la diaspora ». Selon la Banque mondiale, une personne sur huit dans le monde dépend des transferts d'argent des diasporas. Deux cents millions de travailleurs migrants participent, en effet, à l'amélioration des conditions de vie d'environ 800 millions de membres de leur famille restés au pays. Ils envoient en moyenne 200 à 300 dollars tous les mois ou tous les deux mois, soit 15 % de leur salaire. Ces sommes représentent jusqu'à 60 % du revenu total d'un ménage qui en est destinataire. Les envois de fonds des émigrés « ont connu une croissance rapide ces dernières années et représentent désormais la plus grande source de revenus étrangers pour de nombreuses économies en développement », explique John Plassard, spécialiste des investissements chez Mirabaud dans une note récente.

Marie Alfred Ngoma



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Assistant(e) Admin Chargé(e) de Paiements pour son projet C19RM au sein de son bureau à Brazzaville.

L'Assistant(e) Chargé de Paiement sous la supervision de l'Administrative Officer et du Program Manager Sr aura pour rôle de :

- Remplir des documents financiers standard (pièces comptables, demandes de virements, chèques, etc.) en suivant un exemple de modèle avec des directives prescrites et les diffuser selon les besoins.
- Fournir un appui d'administration et de secrétariat au traitement de transactions financières. Préparer, taper, photocopier et scanner les documents liés. Classer les documents des rapports comptables et financiers selon les instructions.
- Compiler la documentation justificative (dossier de liquidation/ encaissement) pour aider au traitement des transactions financières. Communiquer avec les employés, sous-récepteurs, partenaires, fournisseurs pour réclamer les documents nécessaires.

Formation, expérience et capacités requises :

- Baccalauréat exigé. Un diplôme (BTS, DEC, Licence) /certificat professionnel ou des cours en comptabilité, finances, économie ou administration des entreprises sont un plus.
- Au minimum deux (02) ans d'expérience professionnelle dans un rôle similaire avec une connaissance des pratiques comptables standard. Une expérience dans une organisation internationale est un plus.

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
 - Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
 - Les copies certifiées des diplômes
 - Certificat de travail /attestation d'employeur
 - Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité
- La description complète du poste est disponible sur le site www.emploi.cg
Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 05 Janvier 2024 à l'adresse email CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Assistant(e) Admin chargé de paiements » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Assistant(e) Projet pour son projet C19RM au sein de son bureau à Brazzaville.

L'Assistant(e) Projet sous la supervision du Program Manager C19RM aura pour rôle de :

- Assurer une assistance programmatique au coordonnateur du projet C19RM ;
- Contribuer à la planification stratégique et opérationnelle des activités inscrites dans le projet C19RM ;
- Contribuer à la compilation et à l'archivage des documents relatifs à la mise en œuvre du projet ;
- Assister ou représenter le coordonnateur à certaines réunions stratégiques relatives à la mise en œuvre du projet à l'interne et à l'externe ;
- Contribuer à la gestion et suivi budgétaire de C19RM et participer dans des sessions internes de suivi budgétaire au compte du projet C19RM.

Formation, expérience et capacités requises

- Minimum deux (2) ans d'expérience professionnelle dans la conception et la mise en œuvre de projets et d'activités de santé publique
- Avoir une expérience dans la mise en œuvre des stratégies de mobilisation social, et de renforcement du système de santé, en collaboration avec les programmes des Ministères en charge de la santé, des affaires humanitaires et sociales,
- Diplôme Universitaire (licence) en sciences sociales ou domaines similaires

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
 - Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
 - Les copies certifiées des diplômes
 - Certificat de travail /attestation d'employeur
 - Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité
- La description complète du poste est disponible sur le site www.emploi.cg
Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 05 Janvier 2024 à l'adresse email CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Assistant(e) projet » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Project Officer_Meal Officer (Suivi, Evaluation, R edevabilité et Apprentissage) pour son projet C19RM au sein de son bureau à Brazzaville.

Le Project Officer_Meal Officer (Suivi, Evaluation, Redevabilité et Apprentissage) sous la supervision Program Manager C19RM aura pour rôle de :

- Remplir des documents financiers standard (pièces comptables, demandes de virements, chèques, etc.) en suivant un exemple de modèle avec des directives prescrites et les diffuser selon les besoins.
- Fournir un appui d'administration et de secrétariat au traitement de transactions financières. Préparer, taper, photocopier et scanner les documents liés. Classer les documents des rapports comptables et financiers selon les instructions.
- Compiler la documentation justificative (dossier de liquidation/ encaissement) pour aider au traitement des transactions financières. Communiquer avec les employés, sous-récepteurs, partenaires, fournisseurs pour réclamer les documents nécessaires.

Formation, expérience et capacités requises :

- Licence exigée. Un diplôme en sociologie, statistiques, sante publique, relations internationales ou dans le domaine de suivi évaluation, redevabilité et apprentissage serait un plus.
- Au minimum 4 ans d'expérience professionnelle dans l'appui aux projets, idéalement dans le domaine du Suivi et Evaluation, Redevabilité et Apprentissage dans les organisations humanitaires/ONG pour les projets des développement (spécifiquement Sante)

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
 - Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
 - Les copies certifiées des diplômes
 - Certificat de travail /attestation d'employeur
 - Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité
- La description complète du poste est disponible sur le site www.emploi.cg
Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 05 janvier 2024 à l'adresse email CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Project Officer_Meal Officer (Suivi, Evaluation, Redevabilité et Apprentissage) » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Adjoint (e) Directeur de Projet Fonds Mondial de lutte contre le paludisme au sein de son bureau à Brazzaville.

L'Adjoint (e) Directeur de Projet Fonds Mondial de lutte contre le paludisme sous la supervision du Directeur de Projet Fonds Mondial de lutte contre le paludisme aura pour rôle de :

- Assister le Directeur de Projet dans la coordination du processus de planification et aider l'équipe de projet à contrôler la qualité et la mise en œuvre des activités du programme conformément aux plans de travail, aux délais approuvés et dans les limites du budget.
- +Soutenir la gestion, l'orientation et la supervision technique de tous les projets nouveaux et existants du Fonds Mondial au sein du Programme Pays (CP) tout au long du cycle du projet pour s'assurer que la conception, le démarrage, la mise en œuvre et la clôture du projet sont conformes aux principes et normes de qualité de CRS, aux lignes directrices des donateurs et aux meilleures pratiques du domaine.

Connaissances, qualités et compétences

- Bonne expérience dans la gestion de subventions de projets, y compris dans la conception de projets, de préférence des subventions provenant de donateurs publics multiples, y compris le Fonds Mondial.
- Capacité avérée à rédiger des propositions techniques de projet de haute qualité.
- Expérience de la collaboration avec des organisations partenaires.
- Compétences et expérience en matière de Suivi & Évaluation (MEAL) requises.
- Expérience dans la gestion du personnel et aptitudes propices à un environnement d'apprentissage.
- Expérience dans l'utilisation du système Windows et des progiciels MS Office (Excel, Word, PowerPoint), des applications de conférence en ligne et des systèmes de gestion de l'information.

Langues requises – Maîtrise du français et bonne connaissance pratique de l'anglais.

Mobilité – Doit être disposé(e) et capable à voyager jusqu'à 40% du temps.

Formation, expérience et capacités requises

- Diplôme d'études supérieures (minimum Master) en santé publique, médecine, administration de la santé ou dans le domaine de gestion de santé. Une expérience supplémentaire peut remplacer une partie de la formation.
- Un minimum de 5 ans d'expérience dans la gestion de projets sur le terrain est requis, avec de préférence au moins 2 à 3 ans de travail dans le domaine de la santé au sein d'un projet financé par le Fonds Mondial.
- Expérience de gestion de projets complexes, de préférence au sein d'une ONG internationale.

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
- Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
- Les copies certifiées des diplômes
- Certificat de travail /attestation d'employeur
- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

doit parvenir au plus tard le 05 Janvier 2024 à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Adjoint (e) Directeur de Projet Fonds Mondial de lutte contre le paludisme » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident

SÉCURITÉ

L'Afrique, un continent de rivalités militaires

Le recul de la France s'accompagne d'une implantation russe mais aussi d'un maintien de la présence américaine, tandis que la Chine pourrait avoir une base navale en Afrique de l'Ouest.

Selon une étude de l'Institute for Security Studies, les concessions accordées aux armées étrangères rapporteraient plus de 300 millions de dollars chaque année au petit Etat de Djibouti, où les bases navales américaine, chinoise, française mais aussi quelques unités britanniques, japonaises et italiennes se côtoient. En 2016, l'Union africaine s'efforçait de conseiller aux Etats membres «de faire preuve de circonspection» avant de signer des accords devant conduire à l'établissement de bases militaires étrangères. Sept ans plus tard, c'est peu dire que son conseil a été largement ignoré. Le retrait actuel de la France, plus subi que désiré, s'accompagne d'un retour assez visible de la Russie sur le continent, d'un maintien discret des bases militaires américaines et d'une question récurrente : la Chine va-t-elle ouvrir une seconde base navale, après celle de Djibouti, sur le continent ? La France reste la seule ancienne puissance coloniale à maintenir des troupes sur le territoire de ses anciennes colonies. Le Royaume-Uni, par exemple, n'est intervenu que deux fois depuis les indépendances : en 1961 en Tanzanie et en 2000 en Sierra Leone. Paris a

conduit trente-quatre opérations militaires en Afrique depuis 1960. Mais depuis les indépendances, la présence militaire française a été réduite par cinq, passant de 30 000 à 6 000 hommes.

Une diminution constante, uniquement atténuée, entre 2013 et 2020, par les opérations Serval et Barkhane dans le Sahel. Ces deux grandes opérations anti-djihadistes ne doivent toutefois pas dissimuler une réalité assez simple : la France n'a plus les moyens financiers d'assurer son déploiement sur le continent africain. Selon un rapport du Sénat français de 2013, l'Afrique représentait 70% du budget militaire «finançant une présence ou des opérations hors du territoire national» et la moitié des effectifs humains déployés hors de France. Ce même rapport rappelait que déjà, en 2008, le Livre blanc sur la défense nationale, chargé de tracer les grandes lignes de la future politique militaire, indiquait la volonté de la France de se retirer du continent, essentiellement pour des raisons budgétaires. Le but aurait été ainsi de réduire ses bases militaires à trois : Djibouti, Libreville et N'Djamena. Mais rien ne s'est déroulé comme prévu. Alors que

la stratégie envisagée était celle d'un retrait progressif, Paris s'est embourbé au Sahel avant de subir un revers diplomatique au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Mais cette crise aura imposé un constat évident : il n'est plus acceptable, pour les opinions publiques africaines, que des soldats de l'ancienne puissance coloniale soient encore présents. Les députés français, dans un rapport datant de mai dernier, présageaient, d'ailleurs, ce qui allait suivre : «Il est à parier qu'un désengagement militaire français serait rapidement comblé par nos compétiteurs, au premier rang desquels la Russie».

Selon le Center for Strategic and International Studies, Wagner effectuerait un milliard de dollars de bénéfices miniers annuels en Centrafrique, ce qui aiderait le Kremlin à atténuer les dommages causés par les sanctions occidentales, imposées depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. Présent avec un millier d'hommes en Libye et vise un accès au port de Benghazi ou de Tobrouk, Wagner a profité de la vague de coups d'Etat dans le Sahel. Un millier de mercenaires russes a ainsi offert à l'armée malienne la possibilité de reprendre

la ville touareg de Kidal, dans le Nord du pays. Cette expansion inquiète les Américains qui, à la différence des Français, n'ont pas quitté le Niger. Washington a investi beaucoup au Niger : la construction, depuis 2016, de la base aérienne 201 d'Agadez a coûté environ 250 millions de dollars et son coût opérationnel est de 20 à 30 millions de dollars par an. C'est «le plus grand projet de construction militaire de l'histoire de l'armée de l'air», selon le général de brigade Michael Rawls. Pourtant, les Américains sont beaucoup plus discrets que les Russes sur le continent. Concernant cette fois le nombre de bases militaires déployées sur le continent, l'Africom n'a plus donné de réponse. Selon certains calculs, l'armée américaine dispose d'une vingtaine de bases dans une douzaine de pays africains. En dehors de Djibouti, les Etats-Unis n'ont officiellement pas de bases en Afrique, mais seulement des CSL. Pas sûr que cette classification parvienne à convaincre au-delà des responsables militaires américains.

L'offensive chinoise

La Chine avance elle aussi discrètement sur le continent. Pour

l'instant, Pékin ne possède qu'une seule empreinte militaire en Afrique : sa base navale de Djibouti. Mais de lourds investissements laissent présager qu'une nouvelle base militaire pourrait voir le jour sur la façade atlantique. Aid Data met en lumière une forte concentration des investissements dans les ports d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Pékin a ainsi, en deux décennies, investi plus d'un milliard de dollars dans le port autonome de Kribi, au Cameroun, et celui-ci est «désormais assez profond pour accueillir les navires de guerre les plus grands de la marine chinoise», précise le document. A Djibouti, la Chine avait commencé par nier être en pourparlers pour une base militaire jusqu'à ce que la construction commence en 2016... l'année où l'Union africaine a mis en garde contre les bases étrangères. Le port de Doraleh, à Djibouti, construit par la Chine, avait été initialement présenté comme une infrastructure civile, avant d'être agrandi pour inclure une base navale. Pékin a 2 000 soldats stationnés en permanence sur sa base de Djibouti et a achevé de construire une jetée qui peut accueillir un porte-avions.

Noël Ndong

AVIS CONJOINT DE PROJET DE TRAITE REVISE DE FUSION PAR VOIE D'ABSORPTION DE LA SOCIETE NOUVELLE NSIA ASSURANCES (CONGO) PAR LA SOCIETE NSIA ASSURANCES (CONGO)

CABINET DE MAITRE BINGOUBI BENOIT

Avocat à la Cour

538 rue Sounda, Plateau des 15 ans Brazzaville, croisement des avenues de 16ème et Loutassi, Brazzaville

Tél. 05 528 41 35

bingoubibenit65@gmail.com

Fait savoir à tous ceux à qui il appartiendra,

Suivant acte sous seing privé, daté du 31 octobre 2023, établi à Brazzaville, les sociétés NSIA Assurances (Congo) et Nouvelle NSIA Assurances (Congo) ont établi un projet de traité d'apport fusion par voie d'absorption de la société Nouvelle NSIA Assurances (Congo) par la société NSIA Assurances (Congo) aux termes duquel, la première ferait apport à la seconde de la totalité de son actif évalué à huit milliards cent quatre-vingt-deux millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille trois cent vingt-deux (8 182 484 322) FCFA, à charge pour la société NSIA Assurances (Congo) de prendre en charge la totalité du passif de la société Nouvelle NSIA Assurances (Congo) étant évalué à cinq milliards cinquante-trois millions sept cent quarante-sept mille cinq cent quatre-vingt-cinq (5 053 747 585) FCFA, soit un apport net de trois milliards cent vingt-huit millions sept cent trente-six mille sept cent trente-sept (3 128 736 737) FCFA.

Le rapport d'échange des droits sociaux s'établit à zéro virgule soixante-neuf (0,69)

action NSIA Assurances (Congo) pour une (01) action Nouvelle NSIA Assurances (Congo), ce qui conduirait en principe à :

-L'émission de trois cent douze mille huit cent soixante-treize (312 873) actions nouvelles d'un montant de dix mille (10.000) FCFA de valeur nominale chacune de NSIA Assurances (Congo), société absorbante, à remettre aux actionnaires de la société Nouvelle NSIA Assurances (Congo), société absorbée,

-Une augmentation du capital de NSIA Assurances (Congo) d'un montant de trois milliards cent vingt-huit millions sept cent trente mille (3 128 730 000) FCFA par création de trois cent douze mille huit cent soixante-treize (312 873) actions d'une valeur nominale de dix mille (10.000) FCFA chacune ; le capital de la société NSIA Assurances (Congo) serait ainsi porté de cinq milliards cinq cent millions quatre cent cinquante mille (5.500.450.000) FCFA à huit milliards six cent vingt-neuf millions cent quatre-vingt mille (8 629 180 000) FCFA.

Il a été stipulé dans le projet de traité révisé de fusion que le patrimoine de la société absorbée devant être dévolu dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation de la fusion, toutes les opérations réalisées par la société Nouvelle NSIA Assurances (Congo) à compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à la réalisation définitive de la fusion seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la société absorbante, qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens apportés.

Le projet de traité révisé de fusion a fait l'objet de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville le 06 décembre 2023, pour chacune des sociétés participantes respectivement sous les numéros CG-BZV-01-2023-D-00637 et CG-BZV-01-2023-D-00638.

Pour Avis

Maitre Benoît BINGOUBI

MTN Congo 3 fois certifié par



Basé sur l'analyse par Ookla® de Speedtest Ookla pour les 2^{ème} et 3^{ème} Trimestre 2023

Les Speedtest Awards, présentés par Ookla, sont une désignation d'élite réservée aux fournisseurs fixes et mobiles d'un marché. C'est sur la base d'une analyse approfondie des tests initiés par les consommateurs et effectués avec Speedtest au cours des deuxième et troisième trimestres 2023, que MTN Congo a remporté le Speedtest Award pour le meilleur réseau mobile au Congo.

● MTN, Certifié Meilleur Réseau mobile au Congo

MTN dispose du réseau mobile le plus rapide et de la meilleure couverture mobile au cours des deuxième et troisième trimestres 2023.

● MTN, Certifié Meilleure Couverture réseau au Congo

Pour remporter ce prix, MTN a obtenu un score de vitesse de 25,66, avec des vitesses moyennes de téléchargement (download) de 17,06 Mbps et des vitesses moyennes de téléversement (upload) de 6,14 Mbps.

● MTN, Certifié Réseau Internet mobile 3G & 4G le plus rapide du Congo

Pour remporter ce prix, MTN a obtenu un score de couverture de 798. Parmi les abonnés MTN recensés, 100% avaient accès au service Internet et dont 97,24% connectés à Internet 4G.

Pour en savoir plus : www.speedtest.net/awards/congo/2023

Réseau
CHARISMATIQUE



FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Ambiance à Brazzaville

Les marchés de la capitale sont remplis comme si l'on faisait les derniers achats de l'année qui finit dans une semaine. « Le week-end sera long. Nous devons faire le paquet aujourd'hui », font entendre les acheteurs (parents et enfants).

En réalité, il n'y a pas que ces derniers qui font le paquet pour ces fêtes de fin d'année, les vendeurs aussi. Les ambulants courent dans tous les sens pour rattraper et convaincre les acheteurs indécis, tandis que les sédentaires font le même exercice devant leurs étals de sorte que personne ne passe sans acheter. Les femmes âgées et moins âgées se contentent de se faire belles dans les salons de coiffure, à l'air libre, improvisés dans les couloirs des marchés.

Devant les banques, c'est l'ambiance habituelle des fins de mois nourrie par la mythique formule : « On a viré ». Des files d'attente des salariés de l'Etat,



Des salariés devant une banque Adiac

« Autour des marchés et boutiques, il y a du monde. Si je prends un client qui va loin, je vais perdre en temps et en carburant. Je préfère donc ceux des petits trajets pour maximiser ma recette »

pour la plupart, devant les guichets comme si le virement était tombé à pic pour ne pas gâcher les fêtes de fin d'année.

Dans les transports en commun, les conducteurs de taxis ne sont pas restés en marge. Ils acceptent ou refusent les courses en fonction des distances. « Autour des marchés et boutiques, il y a du monde. Si je prends un client qui va loin, je vais perdre en temps et en carburant. Je préfère donc ceux des petits trajets pour maximiser ma recette », a expliqué un conducteur qui ne tourne que dans la circonférence du centre-ville entre les banques et les marchés.

Rominique Makaya

Le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza transformé en parc d'attraction

A l'orée des festivités de fin d'année 2023, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, a installé dans les jardins de ce haut lieu historique et culturel un parc d'attraction afin de permettre aux enfants de célébrer dans l'allégresse totale la fête de la nativité.

Le parc d'attraction installé pour la circonstance dans les jardins du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza vient à point nommé, car il permettra à tous les enfants sans exception de sexe ni de race de célébrer dans la gaieté la fête de la nativité. Il est constitué des jeux ludiques qui permettront aux enfants de se divertir à fond et à volonté, le jour de Noël et pourquoi pas de la bonne année. Il s'agit, entre autres, des tapis de boxing, des voitures de course, des châteaux de maisons gonflables, ...

La directrice générale du mémorial qui ne ménage aucun effort pour la jouissance des enfants a mené une visite d'inspection avant le jour-J, qui a eu pour but de se rendre compte de l'état des installations des jeux, des conditions de sécurité avant d'accueillir les enfants.

« Pour nous, c'est une belle et formidable opportunité qui se présente. Nous allons célébrer dans quelques jours la fête de Noël et le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza va, à sa manière, contribuer à donner du sourire

à tous les enfants de Brazzaville qui vont certainement affluer ici nombreux comme ils le font chaque année. Les années précédentes, on a pu le constater, les enfants et leurs parents avaient pris d'assaut le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Cette année, la différence est que nous avons non seulement fait les installations des jeux, mais nous avons également apporté des jeux nouveaux que des enfants ne connaissent pas. Le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est transformé aujourd'hui en parc d'attraction. C'est vraiment tout un autre bonheur », a déclaré



Bélanda Ayessa et Jeannelle Moukala Babalako visitant les jeux/Adiac

« Pour nous, c'est une belle et formidable opportunité qui se présente. Nous allons célébrer dans quelques jours la fête de Noël et le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza va, à sa manière, contribuer à donner du sourire à tous les enfants de Brazzaville qui vont certainement affluer ici nombreux comme ils le font chaque année. Les années précédentes, on a pu le constater, les enfants et leurs parents avaient pris d'assaut le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Cette année, la différence est que nous avons non seulement fait les installations des jeux, mais nous avons également apporté des jeux nouveaux que des enfants ne connaissent pas. Le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est transformé aujourd'hui en parc d'attraction. C'est vraiment tout un autre bonheur

la bienfaitrice des enfants pour cette période festive, Bélanda Ayessa. Pour la commissaire de ce parc d'attraction, Jeannelle Moukala Babalako, ces jeux sont prêts à accueillir les enfants. « Nous remercions la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, pour l'initiative qu'elle a eue pour les fêtes des enfants », a-t-elle dit. Bonne fête à tous les enfants.

Bruno Okokana



UBA
United Bank for Africa

**Gagne comme jamais
avec
UBA Connect**

Gagnez des bons d'achat de **100.000 FCFA** et plein d'autres lots en faisant vos transactions avec **UBA Connect***

*Offre valable pour les transactions à partir de 1 million et ce jusqu'au 31 décembre 2023

Scanner pour télécharger
La nouvelle application mobile UBA
ou utiliser bit.ly/newUBAmobile

www.ubacongobrazzaville.com
Africa, USA, UK, France, UAE
Africa's Global Bank



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AEROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE

VOUS INVITE À SON
**RÉVEILLON DE
Nouvel An**

1 PERS : **70.000 XAF** COUPLE : **140.000 XAF**

31 DEC 2023

DJ JASON PHILOSOPHE & Super nkolo mboka

En SPECTACLE Sambamba

Rumba - Samba - Salsa - Variétés et show

Invité
Comédien
Juste Parfait

Infoline
05 604 80 50
05 604 80 35

De 20 H 00 à l'aube



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Conseiller technique Renforcement du système de santé, Système National d'Informations Sanitaires (RSS SNIS pour le Fonds Mondial de lutte contre le paludisme au sein de son bureau à Brazzaville.

Le Conseiller technique Renforcement du système de santé, Système National d'Informations Sanitaires (RSS SNIS sous la supervision du Chargé Supérieur de Renforcement de Capacités HPI :

- Travailler en étroite collaboration avec la Direction de l'Information S des Etudes et de la Recherche (DISER), et d'autres parties prenantes du ministère en charge de la Santé, impliquées dans le SNIS, ainsi qu'avec les partenaires techniques et financiers appuyant le SNIS sur le HMIS.
- En collaboration avec le ministère en charge de la Santé et les partenaires impliqués, contribuer à la définition des priorités stratégiques dans le renforcement du SNIS,
- Appuyer dans la définition, la planification et la mise en œuvre des activités financées par la subvention du Fonds Mondial pour le renforcement du SNIS

Formation, expérience et capacités requises

- Une maîtrise minimum est requise, dans le domaine de la santé publique, système d'information, statistiques, ou dans d'autres domaines similaires
- Une expérience supplémentaire peut remplacer certaines études.
- Un minimum de 5 ans d'expériences dans les projets pertinents sur le terrain est requis, avec de préférence au moins de 2 à 3 ans de travail dans le renforcement des systèmes de santé dans un contexte de développement international.
- Compétences et expériences requises dans les Systèmes Nationaux d'information sanitaire, et notamment avec le système DHIS2.
- Capacité avérée à rédiger des documents techniques de haute qualité.
- Expériences de l'engagement avec des institutions gouvernementales et les partenaires techniques et financiers.
- Expériences confirmées dans l'utilisation des progiciels MS Windows et MS Office (Excel, Word, Power-Point), des applications de conférence Web, des systèmes de gestion de l'information). et Word. Expérience pratique de la saisie des données dans des bases de données et formulaires en ligne.

Langues exigées

- Maitrise du Français ; La connaissance de l'Anglais serait un atout

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
- Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
- Les copies certifiées des diplômes
- Certificat de travail / attestation d'employeur
- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

doit parvenir au plus tard le 05 Janvier 2024 à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Conseiller technique Renforcement du système de santé, Système National d'Informations Sanitaires (RSS SNIS) » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Nguewo Jean Claude Junior Ryan.
Je désire être appelé désormais Ngakala Omboyoy Jean Claude Ryan
Tout personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois .mois.

AVIS DE RECHERCHE

Monsieur Norbi Le Coopérant,
tél : +242 06 995 49 46 /
+ 242 06 919 54 43, cherche cinq femmes et neuf hommes pour la formation d'une troupe théâtrale.

Profils :
Avoir :

- Un âge entre 18 et 38 ans ;
- Un niveau d'études compris entre le lycée et l'université ;
- Une bonne expression française ;
- Le sens de la mimésis et de l'humour.

Soyez les bienvenus.

**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter

RWANDA

La présidentielle fixée au 15 juillet 2024

Les Rwandais seront appelés aux urnes, le 15 juillet 2024, pour élire leur prochain président et leurs députés, a annoncé la Commission électorale.

« Dans tout le pays, la date pour l'élection du président de la République et de cinquante-trois députés parmi une liste proposée par les organisations politiques ou pour les candidats indépendants est le 15 juillet 2024 », a déclaré la Commission nationale électorale. Les candidats pourront faire campagne du 22 juin au 12 juillet, a-t-elle précisé. En mars, le gouvernement avait annoncé que seraient organisés le même jour les scrutins présidentiel et législatif. Paul Kagame, 66 ans, a fait part en septembre de sa candidature à un quatrième mandat. Il a procédé à des amendements constitutionnels controversés qui lui ont permis d'obtenir un troisième mandat et pourraient lui permettre de gouverner jusqu'en 2034. Paul Kagame est le dirigeant de facto du pays de la Région des Grands Lacs depuis la fin du génocide de 1994. Il a été reconduit au pouvoir – avec plus de 90 % des voix – lors des élections de 2003, 2010 et 2017. Le chef du Parti vert de l'opposition, Frank Habineza, a également annoncé sa candidature pour 2024. Le Rwanda se présente comme l'un des pays les plus stables du continent africain, mais plusieurs groupes de défense des droits humains accusent Paul Kagame de gouverner dans un climat de peur, étouffant la dissidence et la liberté d'expression.

Paul Kagame n'avait que 36 ans lorsque son parti, le Front patriotique rwandais, a chassé du pouvoir les extrémistes hutu, accusés d'être responsables du génocide qui a fait quelque 800 000 victimes selon les Nations unies, principalement des Tutsi mais aussi des Hutu modérés, entre avril et juillet 1994.

Noël Ndong

NIGER

Les cinquante derniers soldats français en mission quittent le pays

Les cinquante derniers militaires français sur les mille cinq cents précédemment basés au Niger ont quitté le pays vendredi matin, dans le cadre du processus de désengagement français, marquant la fin de la coopération militaire entre les deux pays, selon l'armée nigérienne.

Un protocole d'accord sur le retrait des troupes françaises du Niger a été signé le même jour par le colonel Mamane Sani Kiaou, chef d'état-major de l'armée nigérienne, et le général Eric Ozanne, représentant du chef d'état-major français, en présence du chef d'état-major de l'armée togolaise.

Depuis le 22 décembre, tout le matériel de combat a été rapatrié et les convois terrestres ainsi qu'aériens organisés dans le cadre du retrait des troupes françaises du Niger sont terminés. Selon le communiqué de presse de l'armée, le retrait des troupes françaises s'est effectué conformément au calendrier établi par les autorités nigériennes.

La France comptait au Niger plus de mille cinq cents soldats, basés à Ouallam, à Ayo-

rou et à Niamey. Le premier convoi de soldats français est parti le 10 octobre.

Fermeture prochaine de l'ambassade française

Près de cinq mois après le putsch au Niger, la France a décidé de fermer son ambassade dans ce pays d'Afrique de l'Ouest car elle n'est plus « en capacité de fonctionner normalement ni d'assurer ses missions », a rapporté, le 21 décembre, l'AFP citant des sources diplomatiques.

« C'est dans ce cadre que nous avons dû procéder au licenciement et à l'indemnisation de nos agents de droit local », selon les mêmes sources.

Le ministère français des Affaires étrangères « est contraint à regretter de procéder à la fermeture de l'am-

bassade pour un délai indéterminé », selon une lettre envoyée aux employés locaux de la mission diplomatique française que The Associated Press (AP) a pu consulter.

Datée du 19 décembre et signée par l'ambassadeur français, Sylvain Itté, cette lettre, dont l'authenticité est reconnue par des sources diplomatiques françaises selon AP, notifie aux employés nigériens qu'ils seront licenciés à compter du 30 avril 2024.

Après le coup d'État du 26 juillet, les putschistes ont prononcé l'expulsion de l'ambassadeur de France et exigé le départ des soldats français. Fin septembre, Sylvain Itté et l'essentiel de son équipe ont quitté le pays. Ce vendredi même, l'armée nigérienne a annoncé le départ des derniers militaires français.

Xinhua

NOS PROCHAINES FORMATIONS : Février à Avril 2024

ECIFORM-SERVICES organise à Brazzaville et à Pointe Noire à partir de Février 2024 des séminaires de formation au profit des entreprises et des administrations sur les thèmes :

<ul style="list-style-type: none"> — Secrétariat et assistantat — Passation des marchés — Management et leadership — Audit et contrôle interne — Rédaction administrative — Management de la qualité — Gestion de stocks et des achats — Suivi-évaluation des projets 	<ul style="list-style-type: none"> — Archivage des documents — Gestion axée sur les résultats — Gestion de la trésorerie — GPEC — SST et prévention incendie — Budget-Programme — Vente et prospection — Supply chain Management 	<ul style="list-style-type: none"> — Gestion du risque crédit — Législation du travail — Hygiène-Santé-Sécurité au travail — Analyse financière — Ms Excel : niveau avancé — OUTLOOK : Perfectionnement — Gestion des projet...
---	--	--

➔ Pour plus d'informations contactez nous : Tél : (00242) 06 621 49 60 Email : contact@eciform-services.net

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

CÉRAMIQUES

PEINTURES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE

**ABONNEZ-VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso

Brazzaville - République du Congo

(+ 242) 05 532 01 09

info@lesdepechesdebrazzaville.fr



TERRITOIRE DE MUSHIE

Une élection sulfureuse des députés nationaux

Le candidat du parti de Gentiny Ngobila et directeur de son cabinet à l'Hôtel de ville de Kinshasa, Freddy Bonzeke, aurait utilisé des «kulunas» pour agresser ses adversaires politiques, les militants des partis adverses et conquérants aux différents niveaux des élections du 20 décembre.

Contacté le 21 décembre par téléphone pour décrire la situation électorale et post-électorale dans son fief, le député national élu de Mushie et candidat à la députation nationale dans cette partie de lex-Grand Bandundu, le président des Verts congolais, Didace Pembe Bokiaga, s'est plaint du climat d'insécurité et de terreur installé à Mushie par le directeur de cabinet de Gentiny Ngobila et candidat de l'Alliance des Congolais progressistes (ACP) à la députation nationale pour le chef-lieu de la province de Mai-Ndombe, Freddy Bonzeke. Selon le président de l'Alliance des écologistes congolais (Aeco)-les Verts, le député Didace Pembe, des brigands recrutés par cet autre candidat à la députation nationale dans ce territoire sèment l'in-

sécurité depuis quelques temps dans cette partie de l'ex-Bandundu. Selon lui, Sorodiongo et Garmin, tous deux repris de justice, ont tabassé un membre de son parti politique reconnu comme témoin dans un des bureaux de vote. Ceci, parce que les partisans de Didace Pembe ont jubilé, en suivant le dépouillement du vote dans les centres installés dans ce territoire, alors que la partie Bonzeke Freddy avait, elle aussi, jubilé, suivant le dépouillement partiel de ces scrutins. Les informations venant de cette partie de lex-Grand Bandundu indiquent que la bande à Freddy Bonzeke n'est pas à son premier acte de ce genre. Il y a peu, elle a également agressé les membres de l'Aeco-les Verts et d'autres formations politiques, allant

jusqu'à brûler la maison d'un des mobilisateurs de ce parti et à casser les panneaux solaires dans la résidence ainsi qu'à la station de radio et télévision du président de cette formation politique, qui est l'un des grands leaders de ce territoire, le député national Didace Pembe. « Trop c'est trop. On a connu trop d'incidents avec ce monsieur, le directeur de cabinet du gouverneur Gentiny Ngobila à l'Hôtel de ville de Kinshasa. Pendant qu'il y avait des résultats partiels, lui pensait qu'il avait réussi et ses partisans et lui même ont jubilé dans la ville. Et quand les résultats quasi-définitifs sont tombés, les miens aussi ont jubilé. Et, comme ce garçon a été reconnu comme un

bureau de vote, ces deux hommes à Bonzeke l'ont copieusement molesté. Je viens de le conduire à l'hôpital », a expliqué Didace Pembe. Il a indiqué que cet autre fils de Mushie y crée un climat d'insécurité et de terreur, en utilisant le banditisme et le terrorisme avec une violence exagérée contre ceux qu'il prend comme ses propres frères et soeurs. **La crainte d'un «Yumbi bis»** Pour Didace Pembe, la crainte est que Freddy Bonzeke, qui a été directeur de cabinet de Gentiny Ngobila lors des événements malheureux de Yumbi, réitère cet exploit négatif dans cette autre partie de la province. «C'est quelqu'un qui a l'odeur du sang dans son nez. Il s'attaque à tous les partis po-

litiques installés ici, estimant qu'il devrait y rester tout seul », a fustigé le président des Verts congolais. Et d'ajouter: « Il tabasse, il moleste parce qu'il s'estime intouchable ». Se voulant légaliste, Didace Pembe ne voudrait pas le suivre dans cette voie, au risque de brûler ce territoire qui aspire à la paix et le développement. Pour lui, cette attitude de ce cadre de l'ACP et ses partisans risque d'anéantir tous les efforts de cohabitation et de paix menés par les responsables d'autres formations politiques en vue d'assurer le climat de paix dont Mushie a besoin pour son développement. C'est ici qu'il en appelle à la justice en vue de mener des enquêtes et de mettre hors d'état de nuire ce gang ainsi que son commanditaire. **Lucien Dianzenza**



EN VENTE

COOPÉRATION

Élection groupée Miss et Mister Congo-France

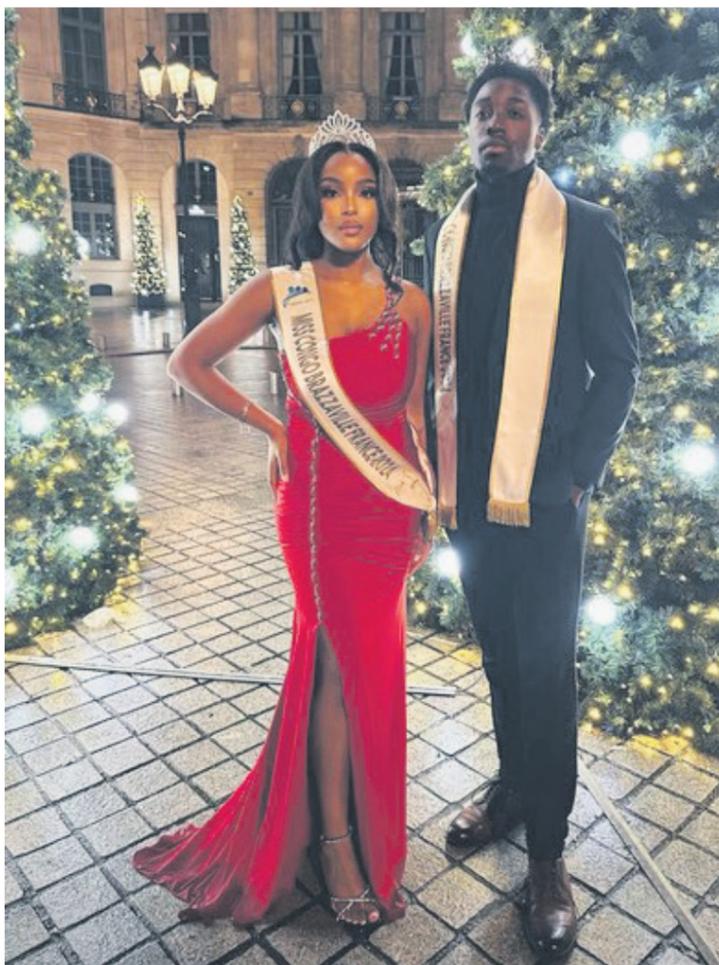
L'élection du Mister a eu lieu dans la salle Fiesta à Pavillon-sous-Bois, le 1er décembre, en même temps que le couronnement de Miss Congo France. Celle-ci est passée sous silence car la présidente du comité, Ikaelle Tati, et les organisateurs, ont dû enchaîner avec les préparatifs de «Noël pour tous», un de leurs événements-phares de fin d'année.

Dans la version masculine du concours, le jury a désigné «Mister Congo France» Yaveh Bakonda, jeune homme de 25 ans d'origine congolaise, né à Paris. Le lauréat 2024 exerce la fonction d'ingénieur informatique. Il s'est présenté au public comme étant celui qui allie son expertise technique à sa passion du sport, de l'histoire et de la riche culture africaine et congolaise. Au-delà de sa carrière, le Franco-Congolais consacre une attention particulière au développement personnel qui l'aide constamment à perfectionner ses compétences et à cultiver des habitudes positives. Il aspire à transmettre cette technique aux jeunes Congolais afin de favoriser la prise de conscience de soi. Quant à son élection en tant que «Mister Congo France»,

il a confié avoir travaillé avec son équipe «Schengen», tant sur le plan mental que pour soigner son image. «*J'ai su m'entourer d'une équipe solide qui m'a accompagné et soutenu avec détermination*», a-t-il expliqué.

En ce qui concerne l'élection Miss Congo France, il s'agit de la troisième édition. Djelissa Massengo Yinda, à quelques jours de ses 22 ans, a remporté ce concours et succède à Eva Nzonzi. «*Je suis en 4e année d'études en ressources humaines (master 1) /... J'aime le basket et je suis chanteuse, c'est ma passion me venant de mon père, Alain Mpela, qui, lui-même, est artiste congolais*», a confié la lauréate lors de sa présentation.

La Franco-Congolaise a toujours vécu en France. Elle a grandi à Bobigny où elle réside actuellement et ambi-



Miss Djelissa Massengo Yinda et Mister Yaveh Bakonda, 3e édition Congo France DR

tionne de devenir une grande responsable de ressources humaines. En parallèle, elle a l'intention d'entreprendre dans les affaires. En tant que Miss Congo France, elle compte réunir la communauté congolaise autour des événements culturels et obtenir les moyens financiers pour subvenir aux besoins des orphelins, des veuves et des démunis au Congo Brazzaville.

Miss Congo France est régie en association culturelle de promotion de la mixité, de l'interculturalité et de la femme, notamment celle d'origine congolaise. L'élection de la Miss répond non seulement aux critères de la beauté, mais également aux valeurs du leadership, de l'excellence et du patriotisme qu'incarne la meilleure candidate depuis la France.

Marie Alfred Ngoma

MUSIQUE SACRÉE

Un concert sur le «Salon d'adoration»

Le chantre international David Shamma, artiste musicien, adorateur de Jésus-Christ, a organisé un concert religieux au centre culturel Zola, à Brazzaville, dans le cadre du concept «Salon d'adoration» qu'il vient de mettre en place et qu'il veut pérenne.

Le concert avait pour but d'amener les gens à passer plus de temps en se consacrant à Dieu que d'être dans des cultes qui n'honorent pas le Seigneur. Il a été donc organisé pour lui donner la place. «*A travers ce salon, nous avons voulu montrer au Seigneur que nous devrions l'adorer malgré les circonstances, malgré le temps. Bref, le but de ce «Salon d'adoration», c'est pousser les gens à être devant le trône du Seigneur. Nous voulons que ce salon se tienne en édition et aujourd'hui, c'est la première. Nous allons revenir pour la deuxième édition dans peu de temps. Nous voudrions que ce salon se tienne trimestriellement, parce que c'est dans notre quotidien. Nous devons nous revoir régulièrement pour l'adoration et la louange; cela dans différents endroits*», a-t-il expliqué.

Plusieurs chantres ont participé à cette première édition. Il s'est agi, entre autres, d'Ananielle Mateta, Marie France Salem et de Chance Olanoué. Pour Marie France Salem, ce «Salon d'adoration» est une vision divine. Elle a interprété pour le peuple de Dieu la chanson «Tombwama». «*Je bénis Dieu pour cette vision qui nous*



Lors de la prestation de l'international David Shamma/Adiac

pousse à adorer le Seigneur. Nous le bénissons aussi pour la bonne tenue de la première édition, car l'Eternel était au rendez-vous. Je crois que c'est une idée venue du ciel et Dieu aime

des moments pareils, parce que l'adoration c'est toute une vie, voilà pourquoi nous bénissons l'Eternel pour cette vision», a-t-elle déclaré.

Tout comme Marie France Salem,

la chantre Ananielle Mateta a reconnu aussi que le «Salon d'adoration», c'est une très bonne idée. «*Nous avons beaucoup apprécié, parce que des moments pareils sans rares. L'adoration c'est toute*

une vie. Je suis sûre et certaine que nos sœurs et frères qui sont venus à ce salon repartent chez eux très satisfaits. Notre souhait est que ce «Salon d'adoration» devienne un salon international avec la participation des sœurs et frères chantres venus de partout et ait lieu régulièrement. Nous souhaitons aussi qu'il soit organisé de façon tournante», a-t-elle indiqué. Au cours de ce salon, elle a interprété les chansons «Alleluia ozana» et «Jérusalem». L'international David Shamma n'a pas été que l'organisateur, en sa qualité d'artiste musicien, il a chanté pour le peuple de Dieu des louanges tirées de ses trois albums que sont «Aza bolingo», «A cause de son amour» et «Ewulaya». «*J'aimerais attirer l'attention de nos mécènes. Aujourd'hui, on trouve beaucoup de difficultés sur l'organisation de nos événements. Si on peut avoir des mécènes et sponsors qui vont nous accompagner, cela sera une très bonne chose, parce qu'organiser un événement, ce n'est pas facile*», a-t-il estimé. Il a profité également de l'occasion pour annoncer la sortie de son quatrième opus intitulé «La reconnaissance», prévue pour mai 2024.

Bruno Okokana

HUMEUR

Quand les réseaux sociaux sont banalisés !

Dès l'apparition des réseaux sociaux, nombreux s'étaient frottés les mains croyant avoir des canaux « salutaires » par lesquels les « vraies » informations devaient être de temps en temps diffusées, sans le moindre risque de dire n'importe quoi. Mais ce que l'on vit aujourd'hui laissent à désirer.

Les gens se grattent à présent la tête après avoir au préalable pris au sérieux des faits relatés et divulgués à travers ces canaux d'informations. Les réseaux sociaux, à dire vrai, sont capables de coller les propos d'une tierce aux lèvres d'une autre, dans le seul but de nuire. Ce sont donc des canaux d'un ensemble de méli-mélo d'informations non traitées et provenant parfois des sources douteuses et fugitives. Une véritable source d'intox et de diffamation sans pitié. Nombreux sont des internautes non identifiés qui déversent toute sorte de « mesquineries » qui ne reflètent pas la réalité dans toute sa plénitude.

Et la question que nous nous posons est celle de savoir la finalité de tout ce mensonge, si ce n'est chercher à créer le flou et la confusion. Un adage populaire dit « qui n'a pas fait d'enquête n'a pas le droit de divulguer n'importe quoi ».

Non dénonçons cette façon d'agir qui tend à fragiliser le tissu social à proprement parlé. Certaines gens sont contentes quand elles passent des heures entières des yeux braqués sur ces réseaux sociaux pour cueillir des mensonges au lieu d'aller vers des canaux d'informations sûres et objectives. Gare à la généralisation inconsciente de ces consultations sans fin et non salutaires des réseaux sociaux par des tierces. Ces « fausses vraies intox » déversées ici et là causent du tort à l'opinion tant nationale qu'internationale.

Ces spécialistes des réseaux sociaux, toujours à la recherche de ce qui fait sensation, sont des destructeurs de la cité et des nations.

Suivez mon regard !

Faustin Akono

AVIS DE RECHERCHE

Monsieur Norbi Le Coopérant,
tél: +242 06 995 49 46 /
+ 242 06 919 54 43, cherche cinq femmes et neuf hommes pour la formation d'une troupe théâtrale.

Profils :

Avoir :

- Un âge entre 18 et 38 ans ;
- Un niveau d'études compris entre le lycée et l'université ;
- Une bonne expression française ;
- Le sens de la mimésis et de l'humour.

Soyez les bienvenus.

SPORT DU TRAVAIL

La CNSS remporte la première édition de la Coupe de la ville

L'équipe de football de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a été sacrée, le 17 décembre, championne de Brazzaville, au terme de la première édition de la Coupe de la ville organisée par la ligue départementale du Sport du travail.



L'équipe de la CNSS après avoir reçu son trophée Adiac

La CNSS a dominé et survolé la compétition. Malgré la présence des équipes venues des entreprises et directions comme Eco-bank, Fonction publique, Hope Congo, Anac et DGSP, l'équipe de la CNSS a gagné presque tous ces matches jusqu'à se hisser au sommet.

A en croire son capitaine et meilleur joueur du tournoi, Serge Pephin Bani, le sacre est le fruit de la cohésion et du dynamisme des joueurs ainsi que de la direction générale. Il a promis de conserver le titre à la prochaine édition, tout en multipliant le nombre

des équipes puisqu'à l'exception du football, il y a eu également le nzango. L'organisation de ce tournoi est une manière pour la ligue du Sport du travail de Brazzaville de favoriser et vulgariser la pratique du sport en milieu professionnel.

Rude Ngoma

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
mmeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h

DIPLOMATIE

Deborah Samalia Ilya quitte le Congo

Au terme de son mandat diplomatique au Congo, l'ambassadrice de la République fédérale du Nigeria, Deborah Samalia Ilya, a fait ses adieux, le 22 décembre, au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

A l'issue de son entretien avec le président de la République, la diplomate nigériane a souligné à la presse l'excellence des relations d'amitié et de coopération que le Congo et son pays entretiennent depuis des années.

« Le Congo et la République fédérale du Nigeria entretiennent de très bonnes relations qui ne datent pas d'aujourd'hui. Elles sont matérialisées par des cérémonies de tout genre organisées au Nigeria, au cours desquelles le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a toujours honoré de sa présence. C'est aussi l'expression pour nous de la relation fraternelle qui existe entre nos deux pays », a déclaré l'ambassadrice de la République fédérale du Nigeria, Deborah Samalia Ilya.

En ce qui concerne les hommes d'affaires nigériens, l'ambassadrice a rappelé que certains sont déjà en activité au Congo, à l'image du milliardaire Aliko Dangote. D'autres sont à Pointe Noire, notamment dans le secteur de l'hôtellerie.

« Je garde de bon souvenirs du Congo. Je ramène l'image de la paix, car j'ai évolué ici dans un environnement pacifique. Durant ma mission, j'ai participé à plusieurs activités culturelles. J'ai pu collecter un certain nombre



La poignée de main entre Denis Sassou N'Guesso et Deborah Samalia Ilya

« Je garde de bon souvenirs du Congo. Je ramène l'image de la paix, car j'ai évolué ici dans un environnement pacifique. Durant ma mission, j'ai participé à plusieurs activités culturelles. J'ai pu collecter un certain nombre d'objets d'art qui ressemblent à ceux de chez moi. C'est pour vous dire combien de fois nous sommes frères, et que nos deux pays se ressemblent, parce que nous avons quasiment les mêmes objets. Il y a aussi les taxis congolais qui ont la même couleur que le drapeau du Nigeria »

d'objets d'art qui ressemblent à ceux de chez moi. C'est pour vous dire combien de fois nous sommes frères, et que nos deux pays se ressemblent, parce que nous avons quasiment les mêmes objets. Il y a aussi les taxis congolais qui ont la même couleur que le drapeau du Nigeria », a expliqué l'ambassadrice, satisfaite d'avoir passé plus de cinq bonnes années au Congo.

Durant son mandat au Congo, Deborah Samalia Ilya a œuvré au renforcement des relations diplomatiques et économiques entre les deux pays, notamment le développement des échanges sur le plan économique. Ces échanges se sont matérialisés par l'installation des entreprises nigérianes au Congo, à l'image de la première cimenterie du milliardaire Aliko Dangote.

Rappelons que la coopération bilatérale Congo-Nigeria qui date d'août 1973 est au beau fixe. Les deux pays ont signé un accord général de coopération, le 16 novembre 1986, à Lagos, et un protocole créant la grande commission mixte de coopération entre eux. Deux travaux de cette grande commission mixte de coopération se sont déjà tenus en 2001, à Abuja, et en 2007, à Brazzaville.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

Le temps viendra inexorablement ...

Même si les grandes puissances de ce temps ne semblent en rien préoccupées par le maintien de la paix sur toute l'étendue du globe terrestre et ne paraissent donc s'intéresser qu'au maintien ou au renforcement de leur position au sein de la communauté mondiale, le temps est sans doute plus proche qu'on ne le croit où le danger extrême que court de ce fait la société moderne ouvrira enfin les yeux des Grands sur les risques que leur compétition fait courir à l'espèce humaine. D'où l'idée apparemment folle, irréaliste, utopique donc, que le temps est venu de modifier en profondeur la gouvernance qui pourrait naître des terribles drames à venir.

Ayant évoqué cette question à maintes reprises dans les colonnes de nos médias, nous risquons fort de passer à nouveau pour de doux rêveurs. Mais contrairement aux apparences générées par les conflits en cours ou en préparation au Proche-Orient, en Europe centrale, en

Asie du Sud et ailleurs, la crainte d'une nouvelle explosion globale génère désormais une mobilisation planétaire qui, elle-même, se traduira à plus ou moins brève échéance par une remise en ordre pure et simple de la gouvernance mondiale.

L'observation attentive de l'actualité qui se trouve au cœur de notre métier, de notre devoir professionnel, laisse apparaître, en effet, qu'après des décennies de silence la communauté humaine prend enfin, lentement mais sûrement, la juste mesure des dangers que lui fait courir, en plus du danger mortel de la dégradation de l'environnement, la compétition des Grands de ce monde. Elle confirme ce que nous pensons et écrivons ici même que le temps viendra inexorablement où la mobilisation des humains sur les cinq continents rendra incontournable une réforme en profondeur de la gestion des affaires mondiales.

Toute la question est de savoir com-

ment s'effectuera ce grand mouvement. Surgira-t-il d'un conflit ouvert entre les puissances occidentales, la Chine, la Russie, l'Inde dont le coût humain ne pourrait-être que considérable ou bien naîtra-t-il d'une coalition pacifique des nations dites du « Tiers-monde » dont l'autorité ne peut que grandir dans les décennies à venir étant donné l'influence croissante que leur confère, au sein de la communauté mondiale, la grandeur de leurs ressources naturelles ?

Le récent Sommet des trois grands bassins fluviaux et forestiers de la planète, qui s'est tenu à Brazzaville et qui a été relayé avec efficacité au sein de la Cop 28, à Dubaï, démontre de façon claire que les cartes sont en train de bouger sur la scène mondiale.

Il n'est donc pas interdit aujourd'hui d'espérer que les temps à venir changeront la donne planétaire.

Jean-Paul Pigasse